

*ma famille nous avons souffert, et pas un peu, parce que nous étions marocains. C'est peut-être pour ça que ça me touche. Je sais ce que c'est que d'être opprimé. Je comprends qu'il doit y avoir l'armée là-bas, mais pas comme maintenant, sans humiliations et sans coups et sans châtiments collectifs. La politique ne m'intéresse pas du tout. Qu'ils rendent les territoires ou pas, pour moi c'est pareil.*

*« Sachez que la police des frontières dans les territoires, c'est pas la même chose qu'à l'intérieur du pays. Dans les territoires, pendant les manifestations, les soldats se conduisent comme des fous. Chacun tente de prendre des initiatives, de donner le plus de coups possibles, de côté, pour ne pas être remarqué par les caméras. Les caméras de télévision font vraiment peur à la police des frontières. Quand ils voient des photographes, ils se comportent complètement différemment. Par exemple, ils viennent de frapper un garçon, mais quand la caméra arrive, tout d'un coup ils deviennent serviables. A l'instant ils le frappaient et maintenant ils font comme s'il ne s'était rien passé. Les caméras de télévision ne viennent que lorsqu'il y a des événements qui sortent de l'ordinaire, une attaque au couteau, une grenade, un tir. Pour un cocktail molotov ou un jet de pierres, ils ne viennent pas. J'aime beaucoup la présence des caméras. Ça calme les esprits et ça arrête la répression. Je ne veux pas réprimer.*

*« Dans mes patrouilles on ne frappe presque jamais. Il y a chez nous un gars très violent, qui frappe sans compter. Quand je suis là, il ne le fait pas. J'ai failli me battre plusieurs fois avec mes gars parce qu'ils frappaient. Il y a quelque temps, on contrôlait quelqu'un. Selon les ordres, celui qui est contrôlé doit se tenir face au mur avec les mains en l'air. Un des gars de ma patrouille lui donnait des coups de pied et reculait, pour que je ne le voie pas. Il donnait un coup de pied, et reculait tout de suite. C'était dans une ruelle. Il pensait que je ne voyais pas, mais j'ai compris et j'ai failli le frapper. Les gars ne comprennent pas pourquoi j'agis comme cela.*

*« Je sens que je suis vraiment tout seul là-bas avec mes idées. Pendant les trois premiers mois je pensais que j'allais devenir fou. Quand on les frappe, en général, il y a un meneur du troupeau et c'est comme si on était entraînés après lui. La vérité, c'est que moi aussi j'ai été entraîné au début. Moi aussi j'ai donné des gifles. Mais il y a eu des jours, dans la chambre, où je pleurais la nuit. Je pleurais parce que j'avais donné une gifle, et parce que je m'étais laissé entraîner. J'ai un copain qui m'a vu pleurer. Il m'a demandé pourquoi je pleurais, je n'ai pas pu lui dire la raison. Il aurait pensé que je suis fou. »*

Eyal ERLIKH  
Haaretz, 19 juin 1987.

## APRÈS LE FEU

A l'entrée de la maison de la jeunesse et des sports du quartier de Ramat-Amidar, l'officier de police du quartier inscrit les noms des journalistes qui viennent à la conférence de presse. Avant cela, il avait donné un coup de main pour installer la sono pour la fête de fin d'année scolaire. L'officier de police est chez lui dans le quartier depuis quatre ans. Quand il y a un problème, on téléphone au 100. Il a un rôle populaire, préventif. C'est le commandant de la garde civile du quartier, Yossef Adni, qui explique pourquoi on note le nom des journalistes : *« A cause de ce qui s'est passé, on a décidé de faire ça pour que n'importe quel journaliste n'écrive pas n'importe quoi. »* La conférence de presse a été organisée dans le cadre d'une campagne pour sauver l'image du quartier. Les autorités municipales et celles du quartier craignent de voir s'écrouler le fruit de plusieurs années de réhabilitation.

Ici on appelle les incendies et les coups *« les événements »* ou *« l'incident »*. On demande de faire la distinction entre *« les événements »* et la population. On dit beaucoup de bien du quartier, et on n'a pas invité les habitants à la conférence de

presse. C'est plus sûr. Le président du comité de quartier, Igal Shéma, sollicite l'aide des journalistes. Il lit un appel dont la rédaction a dû demander beaucoup d'efforts. Son dénominateur commun est plutôt fuyant. On appelle les habitants à « éviter toute déclaration publique au sujet des événements » et à empêcher les actes de violence, toute nuisance morale telle que délinquance, drogue et prostitution, qu'elles soient le fait de juifs ou d'Arabes. D'après Shéma, le problème vient d'appartements qui ont été loués à des Arabes israéliens ou des territoires par des gens qui n'habitent pas le quartier. Ces derniers temps les cas se sont multipliés de location d'appartements où dix ou quinze hommes vivent dans la même pièce, comme des dortoirs. Les heures d'entrée et de sortie des locataires, « ainsi que des problèmes de bruit, de propreté, d'odeurs et de morale sont à l'origine de la tension ».

« *Domage, dommage pour l'image de ce quartier tranquille, qui a été décrit comme s'il y avait ici des batailles de rue* », dit Shéma. Le président du comité culturel ricane et dit qu'il pensait que les journalistes viendraient casqués. Yaïr Garboz de *Davar* évoque le mot racisme. Meirav Hokhmiz, avocate, active dans le quartier, s'adresse à Garboz avec force « *Monsieur...* », « *Si Monsieur veut dire...* », « *Monsieur sait que...* ». Comme au tribunal. Ensuite elle dit que pour le moment le quartier a décidé de ne pas s'exprimer sur des sujets politiques.

Ce qu'il faut, c'est une dénonciation toute simple du racisme et de ses symptômes. Beni Guetter, membre de la direction municipale, dénonce fermement le racisme, au nom de la municipalité de Ramat-Gan.

A la question de savoir si ceux qui se sont enfuis allaient être conviés à regagner leurs appartements, nous n'obtenons pas de réponse pour le moment. Il y a quelque chose de très tendu dans l'atmosphère. Mercredi il y aura une visite de cinquante personnes âgées du village de Taïbé à Ramat-Gan. Ils seront reçus chaleureuse-

ment et en grande pompe et il y aura aussi des représentants de Ramat-Amidar à la cérémonie de bienvenue. C'est tout. Lorsque les journalistes reviennent à la chronologie des événements et veulent savoir combien d'appartements ont été incendiés, la communication est rompue. Qu'est-ce que ça change, un appartement, deux appartements et demi ? Il n'est pas question de ça maintenant, mais de la réhabilitation du quartier. Dov Guilhar, de Galeï Tshal (la radio militaire), veut faire écouter un enregistrement aux intervenants et leur demander s'il s'agit de racisme. La personne enregistrée parle de l'hôpital où travaillent vingt employés arabes qui ne s'intéressent qu'aux femmes juives qui finiront par être égorgées dans les dunes. Carméla Ménaché, de Kol Israël (la radio nationale), possède un enregistrement du même acabit. La conférence de presse se termine sur des interventions gênées et la visite dans le quartier commence.

Shaaïa Hassid, un habitant né dans le quartier, dit que le grand problème, c'est l'hypocrisie. Ce n'est pas le problème de Ramat-Amidar, mais l'image du pays. Pendant des années, le gouvernement a esquivé les questions relatives à la vie commune avec les Arabes. L'hypocrisie consiste à nous accuser de faire des choses que la majorité des citoyens approuvent en silence.

(...)

Ramat-Amidar est calme, c'est l'heure d'avant le shabat. Les synagogues s'emplieront bientôt de fidèles. La rue principale du quartier, la rue Etsel, est bordée d'immeubles à deux étages, dans le style ancien d'Amidar. Peu de verdure, peu de boutiques. Vendredi après-midi, on lave les voitures, on traîne en savates et en short. A Ramat-Amidar comme partout ailleurs. Une délégation d'habitants arrive de la rue Oleï Hagardom à la rue Hermon, devant le premier des appartements incendiés. Ils demandent : « *Les ordures sont arrivées ?* » en parlant des journalistes.

(...)

Quelques enfants regardent les pages noircies d'un album de photos brûlé. « Celle-là, c'est une Arabe, et celle-là c'est une juive. C'est sûr, c'est une juive. Ils vont avec des juives. Ma mère me l'a dit. »

« C'est un appartement d'Arabes. Je le sais, à cause des cartes par terre. »

« Tu sais, j'ai peur. Peut-être qu'il y a un Arabe qui regarde à travers les planches brûlées, et... » (Le geste d'un doigt qui tranche une gorge.)

« A la maison des jeunes, il y a eu une pièce de théâtre mise en scène par un Arabe. Ça s'est très bien passé. »

« Croyez-moi, ici il n'y a jamais eu de problèmes. Seulement maintenant ils ont un peu relevé la tête mais j'espère que ça va s'arranger. »

« J'ai pas de nom et j'ai pas de prénom et je vais vous expliquer pourquoi vous n'allez pas parler avec les ouvriers arabes sur le chantier. Je suis leur contremaître. Aujourd'hui déjà, seulement cinq sur dix sont venus travailler. Si vous les montrez dans le journal, ils se feront tabasser et alors ce chantier restera sans ouvriers et ne sera pas terminé à temps, et c'est un bâtiment public. Compris ? »

« Ça suffit ? Pourquoi vous venez ici tous les jours paniquer les gens ? »

« Ma belle-sœur louait un appartement pour 50 dollars. Des Arabes lui ont proposé 150 dollars. Voilà ma fille. Raconte-leur comment ils t'ont sifflée. Une enfant de treize ans. Raconte, qu'ils sachent ce qu'on t'a fait.

— Ils m'ont sifflée. »

« A Ramat-Amidar il y a des copains qui se saluent comme ça : " Ta main sent l'essence ", en rigolant. »

(...)

« Allez, ça suffit. Plus d'interviews, plus de photos. Rentrez chez vous. Il n'y a rien à voir. On ne parle plus. On ne pose plus de questions. Ni comité de quartier ni rien. Allez, rentrez chez vous. »

(...)

« Mercredi, ils sont venus dans nos appartements. Je les ai vus arriver. Combien ? Je ne peux pas dire. Pour moi

c'était comme si tout le quartier donnait l'assaut. Je suis descendu dans la rue. J'ai commencé à fuir. Un jeune homme, un juif, qui a vu que j'étais arabe, m'a appelé et m'a dit de ne pas aller dans cette direction, sinon j'allais me faire tuer. On a tourné à gauche et là il a vu un ami à lui et lui a dit de me prendre dans sa voiture en dehors du quartier. C'est comme ça qu'on m'a fait sortir du quartier. La nuit j'ai dormi chez un copain à Tel-Aviv. Jeudi je suis revenu avec la camionnette de mon frère. Je suis rentré dans l'appartement, j'ai volé vite les choses importantes, c'est les livres et les notes d'études et on est parti. Je ne peux pas raconter l'humiliation et la peur. Je ne reviendrai jamais à Ramat-Amidar. »

(...)

Michaël DAK  
Koteret Rashit, 1<sup>er</sup> juillet 1987.

## LA CALOTTE ET LA COUPOLE

Au cours des vingt dernières années, la population religieuse nationaliste est devenue un sujet d'intérêt public. Entre-temps, selon la définition d'Amos Oz, le Goush Emounim (le Bloc de la foi) a cessé de se contenter de surveiller l'observation de la casherout (interdits religieux en matière d'alimentation), dans le train national, pour tenter d'en conduire la locomotive.

Lorsque le réseau clandestin juif a tenté de faire décoller le train vers le salut céleste, de nouveaux projecteurs ont été dirigés vers le sionisme religieux. Malgré cela, les processus qui se déroulent en son sein ne sont pas connus de nombreux laïques, y compris des journalistes et des dirigeants. Nombreux sont ceux qui ne font la différence qu'entre les orthodoxes « noirs » et les porteurs de calottes tricotées, qui sont « des nôtres ». L'orthodoxe leur semble menaçant et effrayant, du fait de leurs sentiments antidiaporiques et ben-gourionnistes, qui sont en quelque sorte le volet aryen du sionisme. Le religieux nationaliste à la calotte tricotée, avec sandales et kalachnikov, leur semble